

« Mettre fin à la production de plutonium militaire a un caractère prioritaire dans le cadre des efforts de non-prolifération des États-Unis et de la communauté internationale [...] La signature de ce protocole d'entente avec nos partenaires canadiens représente une autre étape importante vers la réalisation de cette priorité. » [Traduction libre]

— Samuel Bodman, secrétaire américain de l'énergie, remarques au sujet du projet de Zheleznogorsk, 30 mars 2005

graduellement la production de plutonium militaire et de servir de complément au programme visant à éliminer complètement les stocks de plutonium (voir ci-dessous). Le projet comporte la construction d'une centrale à combustible fossile pour fournir une source d'énergie de rechange et permettre à la Russie de fermer le réacteur de Zheleznogorsk. Les bienfaits engendrés du point de vue de la sécurité et de l'environnement compenseront largement l'impact environnemental minime qu'il pourrait avoir. Le Canada versera 9 millions de dollars pour les travaux de conception en 2005, et la construction de la nouvelle centrale devrait débuter à l'été 2006.

Projet : Programme d'élimination du plutonium

L'élimination des matières fissibles est un des grands enjeux prioritaires du *Partenariat mondial*⁴. Le Canada s'est engagé à verser 65 millions de dollars pour appuyer le financement accordé par le G8 en faveur du programme russe d'élimination du plutonium. Ce programme découle de l'accord bilatéral signé en 2000 par les États-Unis et la Russie, et dans lequel chaque partie s'engage à éliminer 34 tonnes de plutonium militaire. La Russie aura besoin d'une aide internationale pour pouvoir s'acquitter de ses obligations.

Le Canada est membre du Groupe multilatéral du G8 pour l'élimination du plutonium, qui s'emploie à résoudre la question des coûts, à solliciter les fonds nécessaires auprès de la communauté internationale et à définir la structure de gestion du programme. Il faudra un accord multilatéral formel pour donner au programme le régime juridique nécessaire pour passer à l'étape de la mise en œuvre.

Projet : Soutien au Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA

Le Fonds de sécurité nucléaire (FSN) de l'Agence internationale de l'énergie atomique représente un véhicule efficace qui permet au Canada de contribuer au renforcement de la sécurité nucléaire et radiologique à travers la zone de l'ex-URSS. Le Canada et l'AIEA ont signé un accord de contribution de 4 millions de dollars en mars 2004, faisant du Canada le deuxième bailleur de fonds en importance du FSN. En vertu de cet accord, le Canada

s'est engagé à financer diverses activités liées à la sécurité d'ici à décembre 2006, y compris les missions du Service consultatif international sur la protection physique (SCIPP) de l'AIEA, la modernisation des systèmes de protection physique dans les centrales nucléaires, la tenue de séances de formation sur la protection physique, l'amélioration des processus de détection radiologique aux frontières internationales, des missions de récupération de sources radioactives, et des ateliers pour aider des États à mettre au point des systèmes nationaux de contrôle des sources radioactives. De plus, le Canada finance un poste au Bureau de la sécurité nucléaire de l'AIEA pour contribuer à la réalisation des projets du FSN.

Le FSN offre au Canada la possibilité de financer des activités de sécurité nucléaire et radiologique dans des pays de l'ex-URSS où il n'a pas encore mis en place les cadres juridiques pertinents. Jusqu'à présent, la contribution canadienne a servi à financer :

- une mission du SCIPP;
- des travaux dans la zone d'exclusion de Tchernobyl, y compris la fourniture de matériel et une formation sur la détection et l'identification d'actes malicieux et les interventions connexes;
- la récupération de sources hautement radioactives.



Dosimètre de fabrication canadienne servant à détecter les émissions de radiations

⁴ Les dirigeants du G8 ont reconnu pour la première fois l'ampleur du risque que pose le plutonium militaire au Sommet d'Okinawa en 2000, au cours duquel ils ont cherché à établir un plan de financement international pour l'élimination du plutonium en Russie.